

Les défis économiques de l'Allemagne

Monde

Par [Marcel Fratzscher](#)

Publié le 21 février 2025

Économiste, il dirige l'institut allemand pour la recherche économique (DIW)

Les élections législatives anticipées, convoquées après l'éclatement de la coalition gouvernementale qui réunissait les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux, se déroulent le 23 février en Allemagne. Malgré un contexte international chaotique, la campagne électorale a surtout mis en avant des préoccupations de politique intérieure, notamment la situation économique. Alors que l'Allemagne tarde à prendre la mesure des transformations à mener, seule une approche européenne ambitieuse permettra de relever les défis technologiques et industriels qui s'annoncent.

Entretien avec Marcel Fratzscher

On a coutume de dire en France que le modèle économique allemand est fragilisé par deux phénomènes concomitants, la fin de l’approvisionnement en gaz russe et le ralentissement des exportations vers la Chine. Est-ce une juste appréciation de la situation allemande ?

MARCEL FRATZSCHER

Non. Le ralentissement des exportations vers la Chine n’est qu’un point particulier dans un paysage plus complexe. L’Allemagne est actuellement confrontée à de nombreux autres défis qui expliquent la faiblesse à court terme du cycle économique. Les difficultés structurelles de l’Allemagne sont bien plus vastes que cela. Il est clair que la Chine est un défi – la Chine est un partenaire important pour l’Allemagne d’un point de vue économique – mais les problèmes sont bien plus vastes. La Chine est importante en raison de la dépendance de l’Allemagne à l’égard des investissements directs étrangers en Chine mais aussi à cause des technologies clés (les batteries électriques, par exemple) et des matières premières critiques. La Chine n’est que l’éléphant dans la pièce. Mais le défi est également de savoir comment gérer le commerce avec les États-Unis – concernant les droits de douane que Donald Trump menace d’imposer, frappant particulièrement l’Allemagne – ainsi que la dépendance énergétique à l’égard de la Russie et d’autres pays.

A propos des faiblesses structurelles de l’économie allemande, on mentionne souvent le sous-investissement dans les infrastructures et surtout dans l’économie numérique.

L'Allemagne est confrontée à trois défis économiques majeurs. D'abord, la mondialisation, les chaînes de valeur mondiales. Peut-elle maintenir son modèle économique basé sur l'ouverture ? Je pense que oui. Mais elle doit le faire de manière plus intelligente : la solution se trouve dans la diversification. Pas de relocalisation (« reshoring »), pas de délocalisation chez nos amis seulement (« friendshoring »), pas de « de-risking ». On peut parler dans une certaine mesure de réduction des risques parce que la diversification est une réduction des risques. Le modèle économique de l'Allemagne est donc le bon, mais elle doit devenir plus intelligente en termes de diversification. C'est le premier défi à relever.

Deuxièmement, il y a un défi technologique concernant les technologies vertes et la numérisation. L'e-mobilité dans le secteur automobile est un exemple où les entreprises allemandes ont été trop lentes. Un autre défi est le développement des énergies renouvelables et la réduction des coûts énergétiques. Cela se voit dans de nombreux domaines, par exemple la numérisation. L'Allemagne n'est pas seule dans ce cas. Toute l'Europe est à la traîne et les entreprises américaines, nord-américaines et asiatiques dominent de plus en plus. Cela représente également un défi pour l'industrie, et pas seulement pour les nouveaux secteurs qui se développent. Ainsi, dans le domaine technique et technologique, l'Allemagne et l'Europe doivent devenir plus rapides. Et il faut bien sûr ajouter les industries de défense.

Troisièmement, il y a une transformation sociale. Le plus grand problème ou obstacle que nous voyons aujourd'hui en Allemagne, à mon avis, est que les citoyens n'ont pas compris que les changements dans ces deux premiers domaines sont essentiels pour conserver de bons emplois, pour maintenir la compétitivité, pour rester innovants, pour conserver un certain degré d'autonomie par rapport à l'Asie et à l'Amérique du Nord.

Voilà les trois transformations majeures auxquelles nous devons faire face. Elles sont communes à d'autres pays mais certaines

d'entre elles représentent des défis particulièrement difficiles pour l'Allemagne en raison de son modèle économique. Ainsi, la refonte de la mondialisation affecte clairement l'Allemagne beaucoup plus fortement que d'autres. En ce qui concerne les technologies vertes et la numérisation, c'est un défi pour tous les Européens. Mais c'est probablement plus difficile pour l'industrie, et l'Allemagne bien sûr, puisqu'elle a une plus grande part d'industrie. Il s'agit donc de défis communs, mais certains d'entre eux sont spécifiquement très difficiles à relever pour l'Allemagne.

Pour une initiative européenne coordonnée

LA GRANDE CONVERSATION

Faire face à ces défis signifie beaucoup d'investissements. Or, l'Allemagne a voté en 2009, au moment de la crise financière, une règle de très forte limitation de la dette publique (*Schuldenbremse*, frein à l'endettement). Où en est le débat politique sur ce sujet ?

L'Allemagne a une relation très particulière et peu saine avec l'épargne et la dette, c'est bien connu. L'Union européenne a assoupli ses règles budgétaires et l'Allemagne pense que nous devrions être plus stricts. Cependant, en Allemagne, il est préjudiciable de le faire. Le « frein à l'endettement » est devenu un obstacle important à l'augmentation de l'investissement public, et donc de l'investissement privé. En effet, les entreprises n'investissent pas si elles ne disposent pas d'une bonne infrastructure, si elles ne bénéficient pas d'un soutien à l'innovation, si elles n'ont pas de travailleurs qualifiés, si elles n'ont pas une bonne situation financière. Il est donc clair que le frein à l'endettement n'a pas seulement été la raison principale

de l'éclatement de la coalition gouvernementale en raison des désaccords entre les sociaux-démocrates et les libéraux, mais c'est aussi l'une des raisons – pas la seule, mais l'une des plus importantes – pour lesquelles l'Allemagne perd de sa compétitivité. Il faut donc revenir sur ce frein à l'endettement. Cependant, l'Allemagne a une relation très particulière avec la dette. En allemand, nous utilisons le même mot (« Shuld ») pour « dette » et « culpabilité ». Je ne pense donc pas que l'Allemagne soit actuellement prête à cette réforme, pourtant nécessaire. Les citoyens allemands plébiscitent cette règle parce qu'ils pensent que l'endettement est toujours mauvais. Il est très difficile d'expliquer qu'il existe une « bonne dette ». Pour de nombreux Allemands, il s'agit d'un oxymore, d'une contradiction dans les termes. J'espère donc qu'à l'avenir, les Allemands seront un peu plus pragmatiques et qu'ils contourneront simplement le frein à l'endettement. C'est le meilleur espoir que j'ai pour les quatre prochaines années.

LA GRANDE CONVERSATION

Mais y a-t-il un moyen de contourner cette difficulté au niveau européen ? Comme vous l'avez dit, nous avons des défis communs : les technologies vertes et la digitalisation. Sans compter les dépenses militaires. Est-ce que cela a du sens de penser qu'à l'échelle européenne, nous pouvons investir ensemble dans de nouvelles technologies, dans de nouveaux projets industriels ? Ou est-ce une revendication illusoire typiquement française ?

Je dirais que c'est la seule façon pour l'Allemagne, la France, l'Italie et tous les autres pays d'aller de l'avant. Si vous pensez aux technologies vertes et numériques, elles représentent toutes des défis mondiaux, impliquant souvent d'énormes économies d'échelle et nécessitant des investissements

gigantesques. L'intelligence artificielle n'en est qu'un exemple. Et pour développer de telles technologies et être compétitif sur les marchés mondiaux, il faut un grand marché unique, ce que l'Allemagne n'est pas. L'Allemagne est une petite économie comparée aux États-Unis et à la Chine. La réponse doit donc clairement être européenne. Selon moi, il faut lire les rapports Draghi et Letta et mettre en œuvre les éléments clés de ces rapports, achever le marché unique des services, y compris l'union du marché des capitaux.

Nous avons en outre besoin d'une nouvelle réflexion sur la dette européenne. En 2020, le programme d'emprunt commun « Next Generation EU » a montré qu'il était possible d'avoir une approche européenne et, pour être tout à fait honnête, la pandémie de Corona était économiquement faible par rapport à ce qui nous attend en ce qui concerne la transformation verte et la transformation numérique, ainsi qu'en ce qui concerne la défense. Nous avons donc besoin de ces approches européennes en termes de marché unique, de politiques de concurrence, de projets d'infrastructure communs, de promotion de la recherche et du développement avec des fonds publics, et nous avons également besoin d'une certaine forme d'union budgétaire en Europe. La plupart des Allemands sont hostiles à ce que je viens de dire mais, pour être honnête, je ne vois pas comment nous pourrions rester compétitifs en termes économiques au cours des cinq à dix prochaines années en Europe par rapport aux États-Unis et à la Chine, sans une impulsion majeure sur les investissements publics et privés et sans le faire à l'échelle européenne. Cela vaut également pour la défense. Ce n'est pas une question économique mais il est clair qu'elle est tout aussi importante. Je ne vois pas comment nous pourrions rester compétitifs sans une initiative européenne majeure, sans être capables de nous défendre et d'assurer la sécurité de l'Europe. Je pense donc que c'est ce qu'il faut faire dans les prochaines années.

Vous avez mentionné les menaces de Trump sur l'augmentation des droits de douane. Ne peut-on craindre que les pays européens, menacés par des droits de douane élevés, ne négocient directement avec les États-Unis pour trouver des exemptions particulières ? Pensez-vous que les Européens peuvent faire front commun pour répondre à la menace américaine de guerre commerciale ? Ou y a-t-il vraiment un risque d'explosion et que chaque pays négocie directement avec Washington ?

MARCEL FRATZSCHER

Malheureusement, au cours des cinq dernières années, nous avons trop souvent assisté à des initiatives nationales. Pensez à Macron et Scholz qui se sont rendus en Chine chacun de leur côté en l'espace de quelques semaines, il y a deux ou trois ans, au lieu d'y aller ensemble ! Ce fut une énorme occasion manquée. La Chine et les États-Unis sont très habiles dans leur stratégie de conquête de l'Europe. Et tant que la France et l'Allemagne ne feront pas front commun, n'auront pas une position unique et ne tireront pas tout le monde vers le haut, nous échouons. Je ne vois pas, ni du côté allemand ni du côté français, comment nous pourrions y parvenir au cours des deux ou trois prochaines années. Au cours de la campagne électorale, je n'ai pas vu beaucoup d'engagement parmi les partis démocratiques pour vraiment réformer l'Europe et pour transférer des compétences à l'échelle européenne, parce que c'est ce qui est nécessaire. Les prochains partenaires de la coalition au sein du gouvernement fédéral n'ont pas fait de cette question leur priorité. Je suis généralement optimiste, mais pas dans ce cas.

Des promesses électorales trop décalées des vrais

enjeux

LA GRANDE CONVERSATION

Pensez-vous que toutes ces questions, y compris les besoins d'investissement structurels, ont été correctement discutées pendant la campagne législative ?

Non. En Allemagne, la crise n'est pas assez profonde. Nous sommes coincés dans une vision mélancolique et l'espérance illusoire selon laquelle nous pourrions revenir dix ans en arrière. L'Allemagne aimerait revenir à 2018. Les années 2010 ont été une décennie très brillante, très égoïste pour l'Allemagne. Il y a eu une forte croissance économique et beaucoup d'emplois créés. Les salaires ont augmenté et nous avons connu une grande stabilité économique. Le gouvernement avait des excédents budgétaires et ne savait pas quoi en faire. Il l'a principalement dépensé en prestations sociales. La campagne électorale a montré très clairement que les partis n'ont pas compris qu'ils devaient aller de l'avant. La transformation est synonyme de changement. Le changement est douloureux parce qu'il signifie que certaines entreprises disparaîtront, ou déclineraient. Promettre simplement que nous pouvons tout garder en l'état, comme le font les principaux partis, ne fait pas vraiment avancer le débat. Ce n'est tout simplement pas vrai. Nous ne pouvons pas tout garder en l'état. Accroître les dépenses sociales et promettre des augmentations des retraites, etc., tout en sachant pertinemment que l'Allemagne aura un énorme problème démographique au cours des dix prochaines années, n'est tout simplement pas réaliste. Ce n'est pas honnête.

En bref, le débat électoral porte essentiellement sur la redistribution. Les partis situés au centre-droit proposent de redistribuer des pauvres vers les riches, en promettant de

gigantesques réductions d'impôts, dont la plupart concernent les 10 % de personnes ayant les revenus les plus élevés. Les partis situés au centre-gauche ont promis d'augmenter les dépenses sociales, en particulier les retraites. Les sociaux-démocrates et le parti de gauche Die Linke en particulier l'ont fait, et ils ont lancé des promesses qui en volume sont à peu près aussi importantes que les réductions d'impôts promises par la droite. Si l'on pense au projet de réforme des retraites (appelé « deuxième paquet ») que le gouvernement « feux tricolores » (SPD, Verts et FDP) n'a pas réussi à faire passer mais que les sociaux-démocrates promettent maintenant de mener à bien, la prochaine législation redistribuerait l'équivalent de 40 % du PIB vers les retraités au cours des 30 prochaines années (non pas annuellement, mais au total). Cela signifie en fait un transfert des jeunes actifs vers les personnes âgées. Le centre-droit se propose de transférer de l'argent des pauvres vers les riches et le centre-gauche des jeunes vers les vieux, ce qui revient également à un transfert des pauvres vers les riches. Or, nous devons au contraire réduire les transferts collectifs vers les personnes âgées. Mais c'est là que se trouvent les électeurs. Ce n'est donc pas encore faisable. C'est pourquoi je pense que la crise devra probablement s'aggraver avant que cet état d'esprit ne change.

Mais l'Allemagne est déjà en récession.

L'Allemagne est en stagnation, ce qui est un peu différent, n'est-ce pas ? Si vous regardez la situation économique, elle est plutôt bonne. Dans l'ensemble, le taux de chômage est très bas. C'est plutôt le manque de main-d'œuvre qui pose problème aux entreprises. Au cours des dix dernières années, les salaires ont augmenté de façon très décente. Il est vrai que les ménages

des deux ou trois premiers déciles de la distribution des revenus sont en difficulté en raison de l'inflation élevée ces dernières années, liée à l'énergie et aux denrées alimentaires, et de l'augmentation du coût du logement. Cependant, pour les classes moyennes, les classes moyennes supérieures et les riches, la situation est en fait relativement bonne. En revanche, quand vous regardez le moral des ménages, tout le monde est très déprimé. Mais la réalité économique n'est de loin pas aussi sombre que ce que le sentiment semble suggérer.

L'utilité du dialogue franco-allemand

LA GRANDE CONVERSATION

Par comparaison, pensez-vous que la crise en France soit suffisamment profonde pour nous obliger à changer ?

Je ne connais pas suffisamment la France pour avoir un point de vue très détaillé. Mais, bien sûr, la France et l'Allemagne partagent de nombreux problèmes. J'ai mentionné la transformation sociale comme le plus grand défi. Un autre défi est le glissement de plus en plus de personnes vers l'extrême droite. Cette évolution est entamée en France depuis plus longtemps qu'en Allemagne mais l'Allemagne évolue maintenant dans la même direction, ce qui réduit encore nos chances de transformation. La polarisation prend le dessus sur la solidarité. La France a surtout un déficit budgétaire important, probablement un peu trop important. Elle doit également réduire ses dépenses. Mais elle a obtenu de meilleurs résultats en termes de croissance et d'activité ces dernières années. Elle a mieux réussi à mettre en œuvre certaines réformes. Par conséquent, je pense que nous pourrions apprendre les uns des

MARCEL FRATZSCHER

autres, si nous n'étions pas coincés dans nos perspectives nationales étroites. J'aimerais que nous, Allemands, regardions plus souvent au-delà de nos frontières nationales et que nous essayions d'apprendre des autres ce que nous pouvons faire de mieux.

LA GRANDE CONVERSATION

Nous avons le même problème de redistribution que vous avez mentionné entre les jeunes et les personnes âgées avec notre système de retraite. Mais nous avons surtout un problème de discipline budgétaire. Pensez-vous que la difficulté française à tenir ses engagements européens affaiblisse l'idée d'une coopération du point de vue allemand ?

MARCEL FRATZSCHER

Même si la France avait un excédent budgétaire important, il serait difficile d'obtenir l'adhésion du gouvernement allemand, non seulement des cinq derniers gouvernements, mais aussi des deux prochains. Comme je l'ai dit, je pense que nous avons besoin d'une grande impulsion budgétaire, d'une grande initiative d'investissement public au niveau européen dans les infrastructures, dans l'innovation et les nouvelles technologies, ainsi que dans la défense. Tant que le point de vue allemand sera « nous sommes le premier payeur, c'est nous qui donnons l'argent et tous les autres le dépensent pour leurs propres besoins », nous ne parviendrons pas à mettre en place une initiative européenne commune. Et je ne pense pas que l'Allemagne ait encore compris qu'elle ne peut pas aller de l'avant, en l'état, toute seule. C'est ce que tous les partis promettent à leurs électeurs : « Nous pouvons continuer comme avant. Nous devons juste faire quelques aménagements à la marge ». L'Europe n'a pas vraiment été un sujet dans cette campagne électorale.

Pensez-vous que la crise énergétique liée à l'invasion russe de l'Ukraine est déjà terminée pour l'Allemagne ?

La phase la plus intense de la crise est terminée. Nous ne devons pas oublier qu'à l'été 2022, nous avons de très sérieuses inquiétudes concernant l'hiver à venir, la question de savoir si nous aurions suffisamment de gaz ou si nous devrions fermer une partie de l'industrie à forte consommation d'énergie en Allemagne. Cela ne s'est pas produit. Il s'agit donc certainement d'une réussite du gouvernement précédent. Il ne s'agit donc pas d'une crise énergétique. L'Allemagne a des coûts énergétiques plus élevés que les États-Unis, mais cela a toujours été le cas. Aujourd'hui, l'écart s'est accru, ce qui est un problème. En ce qui concerne les coûts énergétiques moyens, l'Allemagne se situe dans la moyenne européenne. Pour l'Allemagne, le défi consiste à être beaucoup plus rapide dans la mise en place des énergies renouvelables. En fait, c'est dans ce domaine que l'Allemagne a obtenu d'excellents résultats sous le gouvernement précédent, et elle a vraiment réussi, en particulier dans le domaine de l'énergie solaire, mais aussi dans celui de l'énergie éolienne, à construire beaucoup plus rapidement. Et nous sommes sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de 85 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. Dans d'autres domaines, comme le chauffage ou les transports, l'Allemagne est trop lente. Je parlerais donc d'un succès mitigé du gouvernement précédent. Les coûts de l'énergie ne baisseront donc que si nous parvenons à développer beaucoup plus rapidement les énergies renouvelables, sachant que l'énergie nucléaire n'est pas une option. Je pense que nous devons accepter plusieurs modèles énergétiques en Europe. C'est très bien que la France ait de l'énergie nucléaire, même si elle est largement subventionnée. C'est une bonne chose que nous l'ayons pour le moment afin de ne pas dépendre des importations de combustibles fossiles de Russie et d'ailleurs.

MARCEL FRATZSCHER

Mais pour les dix prochaines années, c'est clair : la priorité doit être donnée aux énergies renouvelables. Cela vaut pour toute l'Europe. C'est pourquoi nous avons besoin d'une meilleure approche européenne commune, notamment en matière d'infrastructures.